

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Nom : COM

: COMMUNE DE SARREGUEMINES

N° Crédit Montant

: 744977G : 3 000 000,00 €

PRET EQUIPEMENT LOCAL TAUX INDEXE LIVRET A

ENTRE:

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 € - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738, représentée par Madame Isabelle MOLVOT, Responsable Service Prestations Crédits PCA CIL LS, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « la Caisse d'épargne » ou le « Prêteur »

ET

La COMMUNE DE SARREGUEMINES (SIREN: 215 706 318), sis Mairie-2 rue du Maire Massing - 57200 SARREGUEMINES,

représenté par Monsieur le Maire Marc ZINGRAFF, dûment habilité à l'effet des présentes par un arrêté devenu exécutoire, ciannexée

Ci-après « l'Emprunteur »

Ensemble dénommés les « Parties »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Le présent contrat de prêt (le « Contrat de Prêt ») établi les conditions dans lesquelles le Prêteur consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, le prêt dont les caractéristiques sont ci-après énoncées (le « Prêt »).

Le Contrat de Prêt est constitué des présentes conditions particulières (les « Conditions Particulières »), conditions générales (les « Conditions Générales ») et les annexes (les « Annexes ») formant un tout indissociable.

L'Emprunteur reconnait avoir pris connaissance et accepté les dites « Conditions Particulières », « Conditions Générales » et « Annexes ».

Etant précisé que les Conditions Particulières prévaudront dans tous les cas sur les Conditions Générales dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier soit les contredire.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 € - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1-OBJET ET MONTANT

Objet du Prêt : Les fonds mobilisés sont exclusivement destinés à financer les dépenses d'investissement

Montant du Prêt : 3 000 000,00 €

Commission d'engagement: 3 000 € (trois mille euros)

(TROIS MILLIONS D'EUROS)

Durée totale du Prêt comprenant le différé d'amortissement le cas échéant: 20 années

Article 2-PHASE DE MOBILISATION

Date de début : 10/10/2025	Date de fin : 10/10/2026		
Préavis de versement : 2 jours ouvrés avant 10 heures	Montant minimum de chaque versement : 2 000,00 € (deux mille euros		
Commission de dédit : Néant			

Article 3-Phase d'amortissement

Taux d'intérêt du Prêt : Taux de rémunération des Livrets A	A augmenté d'une marge de 1,00 %
Durée de la phase d'amortissement : 240 mois	Date prévisible du Point de départ de l'Amortissement : 30/10/2025
Différé d'amortissement : Néant	Durée du différé : Néant
Périodicité des échéances : Trimestrielle	Mode d'amortissement : Linéaire
Date prévisible de la 1ère échéance : 30/01/2026	Indemnité de remboursement anticipé : indemnité forfaitaire de 6%

Article 4-TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux effectif global indicatif du Prêt est égal à :	
2,75 % l'an, soit un taux de période de 0,69 % pour une période Trimestrielle	pour un taux de rémunération des Livrets A égal à 1,70% constaté le 09/10/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025



Article 5-GARANTIES

Article 6-CONDITIONS DE FORMATION DU CONTRAT

Le présent contrat entrera en vigueur à la date de réalisation des conditions suspensives, stipulées au seul bénéfice du Prêteur et consistant en la remise au Prêteur au plus tard 2 jour ouvré précédent le 10/11/2025 de tous les documents ci-après :

- Un exemplaire original du Contrat de Prêt, paraphé et signé par l'Emprunteur ET
- Copie de la délibération de l'organe délibérant de l'Emprunteur, certifiée conforme et rendue exécutoire, décidant le recours au Prêt et autorisant son organe exécutif à signer le Contrat de Prêt accompagné, le cas échéant, des délégations de signature nécessaires
- OU copie de la délibération de l'organe délibérant de l'Emprunteur, certifiée conforme et rendue exécutoire, déléguant la décision de recourir au Prêt à son organe exécutif, accompagné de la décision de l'organe exécutif de recourir au Prêt et, le cas échéant, de la délégation de signature nécessaire
- OU copie de la décision du Directeur habilitant le signataire si le Directeur n'est pas le signataire du Contrat de Prêt

A défaut, le contrat de Prêt sera nul et non avenu.

L'Emprunteur déclare avoir pris connaissance, lu et compris la « Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel » dont les conditions d'accès sont décrites à l'article « Protection des données à caractère personnel » des Conditions Générales.

Article 7-ADRESSES DES NOTIFICATIONS

- L'Emprunteur :

Adresse : Mairie-2

rue du Maire Massing 57200

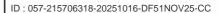
SARREGUEMINES

A l'attention de : COMMUNE DE SARREGUEMINES

- Le Prêteur :

Adresse: 12-14 rue Carnot 51722 REIMS Cedex

A l'attention de : Isabella MAZZOLINI



CONDITIONS GENERALES

Article 1-DESCRIPTION GENERALE

Le Prêt à Taux indexé est un crédit d'investissement à moyen ou long terme.

Article 2-OBJET ET MONTANT DU PRET

Le Prêteur consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, le Prêt d'un montant en principal indiqué aux Conditions Particulières. Les fonds mobilisés au titre du Contrat de Prêt sont exclusivement destinés à financer l'Objet du Prêt précisé dans les Conditions Particulières

La responsabilité du Prêteur ne saurait être engagée du fait de l'utilisation des fonds par l'Emprunteur à d'autres fins que celles initialement prévues.

Article 3-DUREE DU PRET

Le Prêt est consenti pour la durée totale indiquée aux Conditions Particulières, à compter de la Date du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) définie aux Conditions Particulières, augmentée du nombre de jours courant entre la date de la première mise à disposition des fonds et le PDA.

TITRE I - CONDITIONS RELATIVES A LA PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Article 4-MODALITES D'UTILISATION DE LA PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

4-1 Versement des fonds

L'Emprunteur ne pourra exiger l'utilisation des sommes prêtées qu'après formation du contrat dans les conditions fixées aux « Conditions Particulières » et qu'après régularisation des garanties prévues aux « Conditions Particulières ».

Les conditions du Prêt pourront être revues ou le Contrat de Prêt annulé à l'initiative du Prêteur si le premier versement des fonds n'est pas intervenu dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la date de signature du Contrat de Prêt. Le Contrat de Prêt annulé ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat de Prêt, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.

Durant la phase de mise à disposition des fonds commençant et finissant aux dates indiquées aux Conditions Particulières, l'Emprunteur pourra mobiliser les fonds dans les conditions prévues ci-après.

Lors de chaque appel de fonds, l'Emprunteur précisera le montant et la date de versement souhaités dans le formulaire de joint en Annexe 1, et ce, dans le respect des Conditions Particulières.

Les demandes de versement des fonds, effectuées grâce au formulaire en Annexe 1, devront être transmises par télécopie dans le délai de préavis de versement, fixé aux Conditions Particulières, précédant la date choisie pour le versement des fonds. La date choisie pour le versement des fonds doit être un jour ouvré, à défaut la date prise en compte sera celle du jour ouvré suivant.

A la date indiquée sur la ou les demandes de versement des fonds susvisées, les fonds correspondant au montant demandé seront mis à la disposition de l'Emprunteur par procédure de crédit d'office auprès de son comptable assignataire. Si, toutefois, cette procédure ne pouvait s'appliquer, les fonds seront mis à la disposition de l'Emprunteur par virement.

Aucun versement de fonds ne sera possible lors de la survenance d'un événement tel que décrit à l'article 15 « Exigibilité anticipée ».

Page 4 sur 16

Paraphes

MZ



Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

4-2 Cas des fonds non-mobilisés à la date de fin de la phase de mise à disposition des fonds

La mise à disposition intégrale des fonds doit avoir été réalisée au terme de la phase de mise à disposition des fonds. Si tel n'était pas le cas, le Prêt sera réduit à due concurrence de la fraction utilisée et l'Emprunteur sera redevable d'une commission de dédit égale à un pourcentage, fixé aux Conditions Particulières, du montant égal à la différence entre le montant du Prêt figurant aux Conditions Particulières et le montant effectivement mobilisé par l'Emprunteur et constaté au terme de la phase de mise à disposition des fonds.

Cette commission est facturée à l'Emprunteur puis réglée par celui-ci au plus tard le deuxième jour ouvré suivant la Date du Point de départ de l'Amortissement (PDA) selon les modalités prévues à l'article intitulé « Modalités de règlement » des Conditions Générales.

Article 5-CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS PENDANT LA PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

5-1 Calcul des intérêts intercalaires

Pendant la phase de mise à disposition des fonds, les sommes effectivement versées à l'Emprunteur portent intérêt au taux fixé aux Conditions Particulières à compter de leurs dates de mise à disposition.

Le décompte de ces intérêts intercalaires est effectué compte tenu du nombre exact de jours courus du jour du versement des fonds jusqu'à la Date du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) indiquée aux Conditions Particulières, rapporté à une année bancaire de 360 jours.

5-2 Taux de référence

Le taux de référence utilisé pour le décompte des intérêts est le taux d'intérêt applicable au Prêt tel que déterminé aux Conditions Particulières.

Il est toutefois précisé que pendant la phase de mise à disposition des fonds, aucune révision n'interviendra, sauf si cette phase excède dix-huit (18) mois.

5-3 Règlement des intérêts

Les intérêts intercalaires dus seront prélevés automatiquement le jour du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) par procédure de débit d'office auprès du comptable assignataire de l'Emprunteur, dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement

Ces intérêts seront notifiés à l'Emprunteur par courrier valant appel d'échéance.

Page 5 sur 16

Paraphes

ME Cy



ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

TITRE II - CONDITIONS RELATIVES A LA PHASE D'AMORTISSEMENT DES FONDS

Article 6-TAUX D'INTERET APPLICABLE

Le taux d'intérêt applicable au Prêt est indiqué aux « Conditions Particulières » du présent contrat.

Le taux d'intérêt applicable est révisable en fonction du taux de rémunération des Livrets A de référence dans les conditions ci-après.

Le taux de rémunération des Livrets A est publié au Journal Officiel en application du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière du 24 juillet 2003. Le taux publié est officiellement applicable au premier jour de la quinzaine qui suit sa publication.

Le taux de rémunération des Livrets A de référence est celui officiellement applicable le deuxième jour ouvré précédant le premier jour de la période d'intérêts.

Article 7-TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux effectif global du Prêt est déterminé conformément aux articles L. 314-1 et suivants du code de la consommation, en tenant compte notamment des intérêts et des frais qui figurent aux Conditions Particulières.

L'Emprunteur reconnaît qu'il s'avère impossible - du fait de la variabilité du taux de référence utilisé pour le décompte des intérêts intercalaires applicable à la phase de mise à disposition des fonds, des possibilités d'utilisation de la phase de mise à disposition des fonds qui lui sont offertes et de la variabilité du taux d'intérêt applicable à la phase d'amortissement des fonds - de déterminer à l'avance le taux d'effectif global (TEG) du Prêt.

Toutefois, à titre indicatif, en prenant en considération l'ensemble des frais et commissions dus par l'Emprunteur, et en prenant pour hypothèses:

- que l'intégralité des fonds est versée à la Date de début de la phase de mise à disposition des fonds indiquée aux Conditions Particulières et non remboursée pendant la phase de mise à disposition des fonds,
- que pendant la phase de mise à disposition des fonds, les intérêts intercalaires sont calculés sur la base du taux de référence indiqué à l'article 5-2,
- que le taux de rémunération des Livrets A constaté à la date indiquée aux Conditions Particulières est supérieur ou égal à zéro et demeure fixe sur toute la durée de la phase de mise à disposition des fonds et qu'à ce taux ds Livrets A est ajoutée la marge énoncée audites Conditions Particulières,
- qu'après la phase de mise à disposition des fonds, le taux de rémunération des Livrets A constaté à la date indiquée aux Conditions Particulières est supérieur ou égal à zéro et demeure fixe sur toute la Durée du Prêt et qu'à ce taux de rémunération des Livrets A est aioutée la marge énoncée audites Conditions Particulières,
- alors le TEG du Prêt s'établit au taux indiqué aux Conditions Particulières, ainsi que le taux de période et la durée de la période du

Le taux effectif global et le taux de période indiqués ci-dessus peuvent correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :

- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur courante de la deuxième décimale est augmentée.

Page 6 sur 16

Paraphes

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Article 8-CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS

Les intérêts qui commenceront à courir du jour du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) sont payables à terme échu à chaque échéance, selon la périodicité indiquée aux Conditions Particulières et, pour la première fois, à la date de première échéance également indiquée aux Conditions Particulières.

L'intervalle compris entre deux échéances est dénommé « Période d'Intérêts », étant précisé que chaque Période d'Intérêts débute le jour d'une échéance et se termine le jour précédant l'échéance suivante. La première Période d'Intérêts commence le jour de la Date du point de départ de l'amortissement (PDA) définie aux Conditions Particulières et se termine à la date de la première échéance, indiquée aux Conditions Particulières.

Les intérêts sont calculés sur le nombre exact de jours de la période d'intérêts, rapporté à une année bancaire de 360 jours, en appliquant le taux d'intérêt au capital restant dû au titre du Prêt au début de la période d'intérêts concernée.

Article 9-MODE D'AMORTISSEMENT

9.1 Modalité d'amortissement

Conformément au tableau d'amortissement prévisionnel remis à l'Emprunteur par le Prêteur, pendant le remboursement du capital prêté s'effectue à terme échu à chaque échéance selon la périodicité indiquée aux Conditions Particulières.

Chaque échéance comprend une fraction de capital nécessaire pour amortir le Prêt compte-tenu du mode d'amortissement du capital prévu aux Conditions Particulières et en fonction de la durée d'amortissement et du taux de progressivité, pour l'amortissement progressif, prévus aux Conditions Particulières.

Selon les Conditions Particulières, le mode d'amortissement prévu est soit :

- un amortissement constant du capital à chaque échéance où la somme nécessaire à cet amortissement, comprise dans chaque échéance, sera d'un montant identique pendant toute la durée du Prêt,
- un amortissement progressif du capital à chaque échéance où la somme nécessaire à cet amortissement, comprise dans chaque échéance, est calculée sur la base du taux de progressivité déterminé aux Conditions Particulières,
- un amortissement dit « à la carte », suivant le tableau d'amortissement fixé d'un commun accord entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Les dates d'échéances sont fixées au quantième fixé aux Conditions Particulières.

Si une des dates d'échéance définies selon les modalités exposées ci-dessus n'est pas ouvrée, il est convenu que le paiement de cette échéance sera reporté au premier jour ouvré suivant, la date de l'échéance et par conséquent le montant des intérêts n'étant pas modifiés.

9.2 Différé d'amortissement

Le Prêt peut comporter une période de différé d'amortissement dont la durée est précisée dans les Conditions Particulières.

L'Emprunteur ne sera tenu de payer durant cette période que les intérêts sur les sommes dues au taux du Prêt tel que définis aux Condtions Particulières.

La durée de la période de différé indiquée dans les Conditions Particulières ne pourra pas être allongée, sauf accord expresse du Prêteur.

Page 7 sur 16

Paraphes

MZ

Ty

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Article 10-REMBOURSEMENT ANTICIPE DU PRET

L'Emprunteur a la faculté de rembourser le Prêt totalement ou partiellement par anticipation à chaque date d'échéance, moyennant une demande notifiée au Prêteur par courrier simple adressé au Prêteur au plus tard 5 jours calendaires avant la date de l'échéance choisie. Ce courrier devra être confirmé par télécopie adressé au Prêteur le jour de l'envoi dudit courrier. Cette demande sera effectuée grâce au formulaire figurant en « Annexe 2 » du présent contrat.

En cas de remboursement anticipé partiel, ce remboursement devra porter sur un montant minimum correspondant à 10% du capital restant dû à la date choisie pour le remboursement anticipé, sans que ce montant puisse être inférieur à 5 000 euros (cinq mille euros), sauf s'il s'agit du solde.

Les intérêts dus par l'Emprunteur cesseront de courir sur le capital remboursé par anticipation à compter du jour de l'encaissement des fonds et au plus tôt à la date de l'échéance choisie.

En cas de remboursement anticipé partiel, ce dernier donnera lieu à une réduction du capital restant dû à hauteur du montant du remboursement anticipé et au recalcul du tableau d'amortissement du Prêt selon son mode d'amortissement et sa durée restant à courir. Un nouveau tableau d'amortissement sera alors remis à l'Emprunteur par le Prêteur.

Tout remboursement anticipé total ou partiel donnera lieu au versement, par l'Emprunteur au Prêteur, d'une indemnité de remboursement anticipé égale au montant issu de l'application du pourcentage fixé aux Conditions Particulières au capital remboursé par anticipation, avec un minimum indiqué aux Conditions Particulières.

Cette indemnité de remboursement anticipé sera exigible à la date du remboursement anticipé et sera réglée selon les modalités prévues à l'article intitulé « modalité de règlement » des Conditions Générales.

Dans l'hypothèse où le Prêt est à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution tel que défini à l'article - Evènements affectant les taux ou indices de référence - ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination de l'Indice de Substitution

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC



TITRE III - CONDITIONS COMMUNES A LA PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS ET A LA PHASE D'AMORTISSEMENT DU PRET

Article 11-COMMISSION D'ENGAGEMENT

Une commission d'engagement du montant fixé aux Conditions Particulières sera réglée par l'Emprunteur au Prêteur selon les modalités prévues à l'article intitulé « Modalité de règlement » des Conditions Générales dans les jours suivants la remise au Prêteur du Contrat de Prêt paraphé et signé par l'Emprunteur.

Article 12- EVENEMENTS AFFECTANT LES TAUX OU INDICES DE REERENCE

- a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues aux présentes. Toute référence dans le présent contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.
- b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé (l'EONIA) ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions « Evénements affectant les taux ou indices de référence » résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de 8 jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.

Pour les besoins du paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence », la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.

L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents") comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné (l'"Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.

L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le présent contrat.

Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les caractéristiques économiques du Contrat de Prêt. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.

Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace de banque à distance de l'Emprunteur.

L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au présent contrat à compter de la prochaine révision suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser l'indice de référence initial.

Page 9 sur 16

Paraphes

Recu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-C0

S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans un délai d'un mois à compter de la date de l'envoi de l'information.

Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû.

L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.

Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Article 13-MODALITES DE REGLEMENT

Pour être valablement libératoire, le remboursement et le paiement de toutes sommes dues par l'Emprunteur au Prêteur à raison du Contrat de Prêt devront être effectués par procédure de débit d'office auprès du comptable assignataire de l'Emprunteur dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable.

Le Prêteur adressera préalablement à l'Emprunteur un avis d'échéance indiquant le montant des intérêts ainsi que le montant de l'amortissement du capital dus.

Le prélèvement de l'échéance est effectué automatiquement à la date d'échéance par procédure de débit d'office.

Article 14-INTERETS DE RETARD

Toute somme exigible en application du Contrat de Prêt en principal, intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires, non payée à bonne date, porte intérêts de plein droit au dernier taux du Prêt connu au moment de l'exigibilité de ladite somme majoré de 3 point .

Les intérêts se capitalisent chaque année à la date anniversaire de leur exigibilité, conformément à l'article 1343-2 du Code civil.

Cette stipulation ne porte pas atteinte à la faculté du Prêteur de prononcer l'exigibilité anticipée prévue à l'article intitulé « Exigibilité anticipée » des Conditions Générales, et ne peut en aucun cas valoir accord de délai de règlement.

Article 15-EXIGIBILITE ANTICIPEE

Le Prêteur pourra, par simple avis écrit à l'Emprunteur et sans mise en demeure préalable, exiger le remboursement immédiat de la totalité des sommes restant dues en capital, intérêts, commissions, frais, indemnités et accessoires au titre du Contrat de Prêt, dans les cas suivants :

- défaut de paiement, total ou partiel, à bonne date, de toute somme devenue exigible au titre du Contrat de Prêt ;
- inexécution de l'un quelconque des engagements pris par l'Emprunteur au titre du Contrat de Prêt ;
- falsification des documents ou faux documents fournis ayant concouru à l'octroi du ou des crédits consentis ;
- recours juridictionnel venant remettre en cause le Contrat de Prêt ;
- modification substantielle du statut de l'Emprunteur ;
- dissolution ou disparition de l'Emprunteur ;

L'ensemble des sommes ainsi devenues exigibles seront productives d'intérêt au dernier taux du Prêt connu au jour de l'exigibilité majoré de 3 points conformément à l'article intitulé « Intérêts de retard » des Conditions Générales à compter du jour de l'exigibilité anticipé et jusqu'à parfait paiement.

En sus des sommes indiquées ci-dessus :

- Si l'exigibilité anticipée est prononcée avant la mise à disposition des fonds, l'Emprunteur est redevable au Prêteur d'une indemnité égale au montant de la commission d'engagement indiquée aux Conditions Particulières.
- Si l'exigibilité anticipée est prononcée après la mise à disposition des fonds, l'Emprunteur est redevable au Prêteur d'une indemnité calculée conformément aux dispositions de l'article intitulé « Remboursement anticipé du prêt » des Conditions Générales.

Page 10 sur 16

Paraphes

MZ

EN

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Le Prêteur pourra également, dans les conditions susvisée, exiger le remboursement immédiat de la totalité des sommes restant dues en capital, intérêts, commissions, frais, indemnités et accessoires au titre du Contrat de Prêt, en cas d'annulation de la délibération de l'organe délibérant de l'Emprunteur ou de la décision de son organe exécutif autorisant le recours au Prêt et sa signature. Dans ce cas, l'Emprunteur ne sera tenu au paiement d'aucune indemnité et l'ensemble des sommes devenues exigibles seront productives d'intérêt au taux du Prêt.

Article 16-DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

16-1 L'Emprunteur déclare et garantit, à la date de la signature du Contrat de Prêt :

- qu'il dispose des connaissances et de l'expérience nécessaires pour évaluer les avantages et les risques encourus au titre du Contrat de Prêt et qu'il les comprend, les accepte et les assume ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis ;
- que ses comptes pour les exercices clos au 31 décembre et son budget primitif pour l'exercice en cours ont été préparés selon les règles généralement admises en matière de comptabilité publique et conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables et ne sont pas à la date de signature du Contrat de Prêt contestés par le Préfet ou par toute autre autorité compétente;
- qu'aucune mesure, de quelque nature que soit, n'a été prononcée par le Préfet ou toute autre autorité à son encontre au motif de son insolvabilité actuelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou d'un manquement à une quelconque obligation financière ;
- qu'aucune action en justice préjudiciable (ou qui risque d'être préjudiciable) à sa situation financière n'est engagée à son encontre ou risque de l'être ;
- qu'aucun fait ou évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas d'exigibilité tel que défini à l'article intitulé « Exigibilité anticipé » n'existe;

16-2 L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt :

- à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme, en France ou dans toute autre juridiction.
- à informer sans délai le Prêteur de la survenance ou de l'éventualité de tout évènement qui risquerait de remettre en cause la bonne exécution du Contrat de Prêt ou de tous cas d'exigibilité anticipée
- à présenter au Prêteur tous les ans l'ensemble des comptes de l'année précédemment écoulée, dans les plus brefs délais à compter de leur publication, ainsi que tout autre document ou information financière que le Prêteur pourrait être amené à lui demander.

Article 17-IMPOTS ET TAXES

L'Emprunteur prend à sa charge les impôts, droits et frais, présents et futurs, pouvant résulter du Contrat de Prêt et de sa gestion.

Article 18-JOUR OUVRE

Le terme "jour ouvré" utilisé dans le Contrat de Prêt s'entend comme un jour TARGET.

Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

Article 19-Mobilisation - Cession - Transfert des droits

Le Prêteur pourra, dans les conditions prévues par la loi, mobiliser, céder ou transférer la ou les créances résultant du Contrat de Prêt à un tiers et notamment à une société de crédit foncier régie par les dispositions des articles L.513-2 et suivants du Code Monétaire et Financier ou à un fond d'investissement relevant de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 (FIA) régie par les dispositions des articles L.214-24 et suivants du Code Monétaire et Financier;

La mobilisation, la cession ou le transfert susvisé n'entrainera aucune charge supplémentaire pour l'Emprunteur qui en sera informé par simple lettre.

En outre, il est convenu entre les Parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entrainera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat de Prêt.

Page 11 sur 16

Paraphes

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

L'Emprunteur ne pourra pas céder ou transférer ses droits et obligations découlant du Contrat de Prêt, sans avoir recueilli au préalable l'accord du Prêteur sauf substitution de plein droit de l'Emprunteur prévue par la loi en cas de transfert ou de modification de ses compétences.

Dans ce dernier cas, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur dans les plus brefs délais.

Article 20-RECOUVREMENT DE LA CREANCE

Tout ou partie du recouvrement des sommes dues par l'Emprunteur au Prêteur en principal, intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires, au titre du Contrat de Prêt, pourra être confié par le Prêteur à un établissement de crédit ou à la Caisse des Dépôts et Consignations, dès lors que l'Emprunteur en a été informé par lettre simple.

Article 21-CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES OU NOUVELLES - IMPREVISION

Les conditions de rémunération du Prêteur au titre du Contrat de Prêt ont été fixées en fonction de la réglementation actuelle applicable aux crédits et compte tenu des données juridiques, fiscales et monétaires en vigueur à la date de signature du Contrat de Prêt. Si à la suite de la survenance de circonstances nouvelles, telles que l'adoption ou la modification de dispositions législatives ou réglementaires, ou d'une décision du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (C.C.L.F) ou de toute autre autorité monétaire, fiscale ou autre, le Prêteur était soumis à une mesure entraînant une charge quelconque au titre du Contrat de Prêt (tels que par exemple, des réserves obligatoires, des ratios prudentiels plus sévères), ayant pour effet d'augmenter pour le Prêteur le coût du financement de son engagement au titre du Contrat de Prêt ou de réduire la rémunération nette qui lui revient, le Prêteur en avisera l'Emprunteur.

Cet avis contiendra le montant estimatif de l'augmentation de coût ou de réduction de rémunération nette en résultant pour le Prêteur et une proposition d'indemnisation correspondante, ainsi que tous les documents attestant de l'adoption ou de la modification des dispositions légales ou réglementaires susvisées, étant entendu qu'aucune disposition des présentes n'imposera au Prêteur de divulguer des informations présentant un caractère confidentiel pour lui.

Les Parties se consulteront alors dans les meilleurs délais et rechercheront de bonne foi une solution qu'elles puissent accepter.

Faute d'accord sur une solution dans un délai de 60 (soixante) jours calendaires suivant la réception par l'Emprunteur de l'avis visé cidessus, l'Emprunteur pourra effectuer le choix suivant :

- Prendre en charge intégralement au lieu et place du Prêteur l'incidence des charges nouvelles, et ce à compter de la date à laquelle ces charges sont survenues, de telle sorte que la rémunération nette du Prêteur soit rétablie à son niveau antérieur.
- Rembourser par anticipation la totalité du capital, des intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires restant dus.

Les Parties déclarent accepter d'assumer tout risque de survenance d'un changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat de Prêt et rendant son exécution excessivement onéreuse pour l'un d'entre eux. En conséquence, elles renoncent expressément à se prévaloir des articles 1195 du Code civil.

Article 22-ABSENCE DE RENONCIATION AUX DROITS

Le fait pour le Prêteur de ne pas exercer, ou de tarder à exercer l'un quelconque des droits qu'il tient du Contrat de Prêt ou de la loi, ne peut constituer ni être interprété comme une renonciation aux droits dont il s'agit.

Les droits stipulés dans le Contrat de Prêt ne sont pas exclusifs de tous les autres droits prévus par la loi avec lesquels ils se cumulent.

Article 23-NOTIFICATION

Sauf dispositions contraires prévues dans le Contrat de Prêt, toute communication, demande ou notification effectuée en vertu du Contrat de Prêt est valablement réalisée si elle est adressée, par email ou télécopie suivie d'une lettre, à l'une ou l'autre des Parties aux adresses indiquées aux Conditions Particulières.

La date de réception des communications, demandes ou notifications est la date de réception de l'email ou de la télécopie adressé à l'une des Parties par l'autre.

Article 24-ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du Contrat de Prêt, les Parties font élection pour leur domicile :

- pour l'Emprunteur l'adresse indiquée aux « Conditions Particulières » ;
- pour le Prêteur, en son siège social

Page 12 sur 16

Paraphes

MZ

M

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Article 25- ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt est soumis au droit français.

En cas de litige portant sur la formation, l'interprétation ou l'exécution du Contrat de Prêt, les Parties chercheront à trouver de bonne foi une solution.

A défaut, les Parties porteront le contentieux devant les juridictions compétentes.

Article 26-PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de la relation entre les Parties, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (représentant légal, contact désigné,...).

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont dispose l'Emprunteur sur ses données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel.

Cette Notice est portée à la connaissance de l'Emprunteur lors de la première collecte de ses données. Il peut y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur https://www.caisse-epargne.fr/da/file/fre-LA/360030 ou en obtenir un exemplaire auprès de son chargé d'affaires. Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Article 27-SECRET PROFESSIONNEL AREDAIN DIGM

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à l'article L.511-33 du Code monétaire et financier.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France, des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L.114-19 à L.114-21 du Code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, des commissions d'enquête parlementaires. Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code général des Impôts).

Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur avec les personnes ci-après visées et notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur,
- avec des entreprises tierces en cas de cession de créances.

Article 28- OBLIGATIONS DECLARATIVES DAC 6

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 ("DAC 6" désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier lesdits textes) impliquant le Client, se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès du Client.

MZ G

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025



ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

A défaut d'accord écrit du Client autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, le Client est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser au Client la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui, pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement au Client.

FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

L'Emprunteur reconnait avoir pris connaissance et accepté les Conditions Particulières, les Conditions Générales et les Annexes.

Pour la Caisse d'épargne Madame Isabelle MOLVOT A Reims, le 10/10/2025

Pour l'Emprunteur Monsieur le Maire Marc ZINGRAFF A Samequemines le 1.6./.10./.2025

> Le Maire Marc ZINGRAI

Page 14 sur 16

Paraphes

The Cy

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

/2025 **S²LO**

ID : 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC ANNEXE 1 – FICHE DE VERSEMENT

Nom

: COMMUNE DE SARREGUEMINES

N° Crédit

: 744977G

Montant

: 3 000 000,00 €

FICHE DE VERSEMENT

Conformément à l'article 4.1 des « Conditions Générales (« Versement des fonds ») du contrat référencé ci-dessus, conclu avec la CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE,

Je soussigné :	
Demande à ce que la somme de 1	
Soit versée en date de valeur du ²	
Par virement à l'ordre de la trésorerie de	
5.11.	
Fait à, le	Signature et cachet de la collectivité

Référence de la Caisse d'Epargne

Adresse

Direction des Crédits Service Prestations Crédits PCA CIL LS 12-14 rue Carnot 51722 REIMS Cedex Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles accessible à l'adresse suivante https://www.caisse-epargne.fr/da/file/fre-LA/360030 et à tout moment sur notre site internet www.caisse-epargne.fr ou sur simple demande auprès de votre agence.

Europe, 5 Parvis des Droits de l'Homme 57012 Metz cedex.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 € - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738.

Page 15 sur 16

Paraphes

们之



¹ En chiffres et en lettres

² La demande doit parvenir à la Caisse d'Epargne Grand Est Europe, par lettre ou télécopie, au plus tard 3 (trois) jours ouvrés avant la date de versement indiquée.

Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

ANNEXE 2 – AVIS DE REMBOURSEMENT ANTICIPE

Nom

: COMMUNE DE SARREGUEMINES

N° Crédit

: 744977G

Montant

: 3 000 000,00 Nom

AVIS DE REMBOURSEMENT ANTICIPE

Conformément à l'article 10 des « Conditions Générales (« Remboursement anticipé ») du contrat référencé ci-dessus, conclu avec la CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE, nous vous prions de bien vouloir noter que nous procéderons au remboursement anticipé suivant :

Date d'effet 1	
Montant du remboursement anticipé ² :	
Le présent avis de remboursement anticipé est irrévocable.	
E W.	
Fait à, le	Cianatura et agglest de la collectivité

Signature et cachet de la collectivite

Référence de la Caisse d'Epargne

Adresse

Direction des Crédits Service Prestations Crédits PCA CIL LS 12-14 rue Carnot 51722 REIMS Cedex

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles accessible à l'adresse suivante https://www.caisse-epargne.fr/da/file/fre-LA/360030 et à tout moment sur notre site internet www.caisse-epargne.fr ou sur simple demande auprès de votre agence.

Délégué à la Protection des Données : Caisse d'Epargne Grand Est Europe, 5 Parvis des Droits de l'Homme 57012 Metz cedex.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 € - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738.

Paraphes

¹ La date d'effet doit correspondre à une date d'échéance du Prêt

² En cas de remboursement anticipé partiel, le montant doit être supérieur ou égal au montant minimum tel que prévu par le Prêt Page 16 sur 16



Reçu en préfecture le 03/11/2025

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

FICHE DE VERSEMENT

Nom

: COMMUNE DE SARREGUEMINES

N° Crédit Montant : 744977G : 3 000 000,00 €

FICHE DE VERSEMENT

Conformément à l'article 4.1 « Versement des fonds » du contrat référencé ci-dessus, conclu avec la CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE,

Je soussigné :

Demande à ce que la somme de 1

3.000.000, _ €

Erois millions d'euros

Soit versée en date de valeur du 2

01/11/2025

Par virement à l'ordre de la trésorerie de

SGC

de

Sarreguemines

Fait à Sourrequenines, le 16/10/25

Le Maire

Marc ZINGRARAV \
Signature et cachet de la collectivité

Référence de la Caisse d'Epargne

Adresse:

Direction des Crédits

Service Prestations Crédits PCA CIL LS 12-14 rue Carnot 51722 REIMS Cedex Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles accessible à l'adresse suivante https://www.caisse-epargne.fr/da/file/fre-LA/360030 et à tout moment sur notre site internet www.caisse-epargne.fr ou sur simple demande auprès de votre agence.

Délégué à la Protection des Données : Caisse d'Epargne Grand Est Europe, 5 Parvis des Droits de l'Homme 57012 Metz cedex.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 € - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738.

Th

¹ En chiffres et en lettres

² La demande doit parvenir à la Caisse d'Epargne Grand Est Europe, par lettre ou télécopie, au plus tard 3 (trois) jours ouvrés avant la date de versement indiquée.

Caisse d'épargne et de prévoyance de Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 € - siège social à STRASBOURG (67000), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738

Envoyé en préfecture le 03/11/2025 Reçu en préfecture le 03/11/2025 ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

Publié le 04/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC



TABLEAU D'AMORTISSEMENT 28/10/2025

CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE PV ZCOLLECTIVITES NORD LORRAINE

CIL LIVRET A PF 18M CAPITAL CST

CLIENT : MAIRIE de SARREGUEMINES

N° DE CREDIT: 744977G

MONTANT DU PRET

: 3 000 000,00 EUR

DUREE TOTALE DU PRET: 240 MOIS

RANG	D'ECHEANCE	MONTANT A RECOUVRER	CAPITAL AMORTI	PART INTERETS	ACCESSOIRES	CAPITAL RESTANT DU	INTERETS REPORTES	REPORT D'ECHEANCES
	TAUX :	2,7000 % PROPOR	TIONNEL		25,485 151	ing has Yo		1800 - 1800
001	16/10/2025	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000 000,00	0,00	0,0
002	30/10/2025	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,0
		ES INTERETS DE L' ES ACCESSOIRES DE		0,00	3 000,00	199,000 SE 1807188 RE	189,328,33	11-03-504
003	30/01/2026	58 200,00	37 500,00	20 700,00	0,00	2 962 500,00	0,00	0,00
004	30/04/2026	57 496,88	37 500,00	19 996,88	0,00	2 925 000,00	0,00	0,00
005	30/07/2026	57 463,13	37 500,00	19 963,13	0,00	2 887 500,00	0,00	0,00
006	30/10/2026	57 423,75	37 500,00	19 923,75	0,00	2 850 000,00	0,00	0,00
	TOTAL D	ES INTERETS DE L' ES ACCESSOIRES DE	ANNEE 2026 : L'ANNEE 2026 :	80 583,76	0,00	100,000		
007	30/01/2027	57 165,00	37 500,00	19 665,00	0,00	2 812 500,00	0,00	0,00
800	30/04/2027	56 484,38	37 500,00	18 984,38	0,00	2 775 000,00	0,00	0,00
009	30/07/2027	56 439,38	37 500,00	18 939,38	0,00	2 737 500,00	0,00	0,00
010	30/10/2027	56 388,75	37 500,00	18 888,75	0,00	2 700 000,00	0,00	0,00
		ES INTERETS DE L' ES ACCESSOIRES DE		76 477,51	0,00			
011	30/01/2028	56 130,00	37 500,00	18 630,00	0,00	2 662 500,00	0,00	0,00
012	30/04/2028	55 671,56	37 500,00	18 171,56	0,00	2 625 000,00	0,00	0,00
013	30/07/2028	55 415,63	37 500,00	17 915,63	0,00	2 587 500,00	0,00	0,00
014	30/10/2028	55 353,75	37 500,00	17 853,75	0,00	2 550 000,00	0,00	0,00
	TOTAL D	ES INTERETS DE L' ES ACCESSOIRES DE	ANNEE 2028 : L'ANNEE 2028 :	72 570,94	0,00	100,000,00		
015	30/01/2029	55 095,00	37 500,00	17 595,00	0,00	2 512 500,00	0,00	0,00
016	30/04/2029	54 459,38	37 500,00	16 959,38	0,00	2 475 000,00	0,00	0,00
017	30/07/2029	54 391,88	37 500,00	16 891,88	0,00	2 437 500,00	0,00	0,00
018	30/10/2029	54 318,75	37 500,00	16 818,75	0,00	2 400 000,00	0,00	0,00
		ES INTERETS DE L'		68 265,01	0,00	56.008.00		1808118128
019	30/01/2030	54 060,00	37 500,00	16 560,00	0,00	2 362 500,00	0,00	0,00
020	30/04/2030	53 446,88	37 500,00	15 946,88	0,00	2 325 000,00	0,00	0,00
021	30/07/2030	53 368,13	37 500,00	15 868,13	0,00	2 287 500,00	0,00	0,00
022	30/10/2030	53 283,75	37 500,00	15 783,75	0,00	2 250 000,00	0,00	0,00
		ES INTERETS DE L'		64 158,76	0,00	105,000	100 000 30	e - V (4V)
023	30/01/2031	53 025,00	37 500,00	15 525,00	0,00	2 212 500,00	0.00	0.00
024	30/04/2031	52 434,38	37 500,00	14 934,38	0,00	2 175 000,00	0,00	0,00
025	30/07/2031	52 344,38	37 500,00	14 844,38	0,00	2 137 500,00		0,00
026	30/10/2031	52 248,75	37 500,00	14 748,75	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00
-	TOTAL DE	ES INTERETS DE L'	ANNEE 2031 :	60 052,51	6 N - 8 N - V	2 100 000,00	0,00	0,00
027				10,00	0,00	AN ERROR VE	100,892.44	. , yzantymych
027	30/01/2032	51 990,00	37 500,00	14 490,00	0,00	2 062 500,00	0,00	0,00
028	30/04/2032	51 576,56	37 500,00	14 076,56	0,00	2 025 000,00	0,00	0,00
029	30/07/2032	51 320,63	37 500,00	13 820,63	0,00	1 987 500,00	0,00	0,00



Publié le 04/11/2025



ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

TABLEAU D'AMORTISSEMENT 28/10/2025

CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE PV ZCOLLECTIVITES NORD LORRAINE

CIL LIVRET A PF 18M CAPITAL CST

CLIENT : MAIRIE de SARREGUEMINES

N° DE CREDIT: 744977G

MONTANT DU PRET : 3 000 000,00 EUR

DUREE TOTALE DU PRET: 240 MOIS

RANG	D'ECHEANCE	MONTANT A RECOUVRER	CAPITAL AMORTI	PART INTERETS	ACCESSOIRES	CAPITAL RESTANT DU	INTERETS REPORTES	REPORT D'ECHEANCES
030	30/10/2032	51 213,75	37 500,00	13 713,75	0,00	1 950 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L'ADES ACCESSOIRES DE		56 100,94	0,00	160.3	1,685,920 Z	1 3 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5
031	30/01/2033	50 955,00	37 500,00	13 455,00	0,00	1 912 500,00	0,00	0,00
032	30/04/2033	50 409,38	37 500,00	12 909,38	0,00	1 875 000,00	0,00	0,00
033	30/07/2033	50 296,88	37 500,00	12 796,88	0,00	1 837 500,00	0,00	0,00
034	30/10/2033	50 178,75	37 500,00	12 678,75	0,00	1 800 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L'ADES ACCESSOIRES DE		51 840,01	0,00			
035	30/01/2034	49 920,00	37 500,00	12 420,00	0,00	1 762 500,00	0,00	0,00
036	30/04/2034	49 396,88	37 500,00	11 896,88	0,00	1 725 000,00	0,00	0,00
037	30/07/2034	49 273,13	37 500,00	11 773,13	0,00	1 687 500,00	0,00	0,00
038	30/10/2034	49 143,75	37 500,00	11 643,75	0,00	1 650 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L'OES ACCESSOIRES DE		47 733,76	0,00	LUADAR VI Majadar VV	100,029 AZ	The state of the s
039	30/01/2035	48 885,00	37 500,00	11 385,00	0,00	1 612 500,00	0,00	0,00
040	30/04/2035	48 384,38	37 500,00	10 884,38	0,00	1 575 000,00	0,00	0,00
041	30/07/2035	48 249,38	37 500,00	10 749,38	0,00	1 537 500,00	0,00	0,00
042	30/10/2035	48 108,75	37 500,00	10 608,75	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		43 627,51	0,00	194,502,73	149,869.80	e jacovanova energia
043	30/01/2036	47 850,00	37 500,00	10 350,00	0,00	1 462 500,00	0,00	0,00
044	30/04/2036	47 481,56	37 500,00	9 981,56	0,00	1 425 000,00	0,00	0,00
045	30/07/2036	47 225,63	37 500,00	9 725,63	0,00	1 387 500,00	0,00	0,00
046	30/10/2036	47 073,75	37 500,00	9 573,75	0,00	1 350 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		39 630,94	0,00	37 Spinot		
047	30/01/2037	46 815,00	37 500,00	9 315,00	0,00	1 312 500,00	0,00	0,00
048	30/04/2037	46 359,38	37 500,00	8 859,38	0,00	1 275 000,00	0,00	0,00
049	30/07/2037	46 201,88	37 500,00	8 701,88	0,00	1 237 500,00	0,00	0,00
050	30/10/2037	46 038,75	37 500,00	8 538,75	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		35 415,01	0,00	102, vist 142	nivaek sa	1000000
051	30/01/2038	45 780,00	37 500,00	8 280,00	0,00	1 162 500,00	0,00	0,00
052	30/04/2038	45 346,88	37 500,00	7 846,88	0,00	1 125 000,00	0,00	0,00
053	30/07/2038	45 178,13	37 500,00	7 678,13		1 087 500,00	0,00	0,00
054	30/10/2038	45 003,75	37 500,00	7 503,75	0,00	1 050 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		31 308,76	0,00	19,002.52	85 me 42	1 121 000 000
055	30/01/2039	44 745,00	37 500,00	7 245,00	101,045 01	1 012 500,00	0,00	0,00
056	30/04/2039	44 334,38	37 500,00	6 834,38	0,00	975 000,00	0,00	0,00
	30/07/2039	44 154,38	37 500,00	6 654,38	and the second second	937 500,00	0,00	0,00
057	00,01,500,				.,			





Reçu en préfecture le 03/11/2025





ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC



TABLEAU D'AMORTISSEMENT 28/10/2025

CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE PV ZCOLLECTIVITES NORD LORRAINE

CIL LIVRET A PF 18M CAPITAL CST

CLIENT: MAIRIE de SARREGUEMINES

MONTANT DU PRET : 3 000 000,00 EUR

N° DE CREDIT: 744977G

DUREE TOTALE DU PRET: 240 MOIS

RANG	D'ECHEANCE	MONTANT A RECOUVRER	CAPITAL AMORTI	PART INTERETS	ACCESSOIRES	CAPITAL RESTANT DU	INTERETS REPORTES	REPORT D'ECHEANCES
	TOTAL I	DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE	ANNEE 2039 : L'ANNEE 2039 :	27 202,51	0,00			
059	30/01/2040	43 710,00	37 500,00	6 210,00	0,00	862 500,00	0,00	0,0
060	30/04/2040	43 386,56	37 500,00	5 886,56	0,00	825 000,00	0,00	0,0
061	30/07/2040	43 130,63	37 500,00	5 630,63	0,00	787 500,00	0,00	0,0
062	30/10/2040	42 933,75	37 500,00	5 433,75	0,00	750 000,00	0,00	0,0
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		23 160,94	0,00			
063	30/01/2041	42 675,00	37 500,00	5 175,00	0,00	712 500,00	0,00	0,0
064	30/04/2041	42 309,38	37 500,00	4 809,38	0,00	675 000,00	0,00	0,0
065	30/07/2041	42 106,88	37 500,00	4 606,88	0,00	637 500,00	0,00	0,00
066	30/10/2041	41 898,75	37 500,00	4 398,75	0,00	600 000,00	0,00	0,0
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		18 990,01	0,00			
067	30/01/2042	41 640,00	37 500,00	4 140,00	0,00	562 500,00	0,00	0,00
068	30/04/2042	41 296,88	37 500,00	3 796,88	0,00	525 000,00	0,00	0,00
069	30/07/2042	41 083,13	37 500,00	3 583,13	0,00	487 500,00	0,00	0,00
070	30/10/2042	40 863,75	37 500,00	3 363,75	0,00	450 000,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE		14 883,76	0,00			P.
071	30/01/2043	40 605,00	37 500,00	3 105,00	0,00	412 500,00	0,00	0,00
072	30/04/2043	40 284,38	37 500,00	2 784,38	0,00	375 000,00	0,00	0,00
073	30/07/2043	40 059,38	37 500,00	2 559,38	0,00	337 500,00	0,00	0,00
074	30/10/2043	39 828,75	37 500,00	2 328,75	0,00	300 000,00	0,00	0,00
	TOTAL I	DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE	ANNEE 2043 : L'ANNEE 2043 :	10 777,51	0,00			
075	30/01/2044	39 570,00	37 500,00	2 070,00	0,00	262 500,00	0,00	0,00
076	30/04/2044	39 291,56	37 500,00	1 791,56	0,00	225 000,00	0,00	0,00
077	30/07/2044	39 035,63	37 500,00	1 535,63	0,00	187 500,00	0,00	0,00
078	30/10/2044	38 793,75	37 500,00	1 293,75	0,00	150 000,00	0,00	0,00
	TOTAL I	DES INTERETS DE L' DES ACCESSOIRES DE	ANNEE 2044 : L'ANNEE 2044 :	6 690,94	0,00			
079	30/01/2045	38 535,00	37 500,00	1 035,00	0,00	112 500,00	0,00	0,00
080	30/04/2045	38 259,38	37 500,00	759,38	0,00	75 000,00	0,00	0,00
081	30/07/2045	38 011,88	37 500,00	511,88	0,00	37 500,00	0,00	0,00
082	30/10/2045	37 758,75	37 500,00	258,75	0,00	0,00	0,00	0,00
		DES INTERETS DE L'		2 565,01	0,00			
	L GENERAL	3 835 036,10	3 000 000,00					

Envoyé en préfecture le 03/11/2025 Reçu en préfecture le 03/11/2025

ID: 057-215706318-20251016-DF51NOV25-CC

